

**Informations envoyées à Covalence / Information sent to Covalence
04.09.2007**

Correspondent :

Jean Marie Bolika Lokumbo
Coordinateur National (ILDI-ONGD) Initiative Locale pour le Développement Intégré www.societecivile.cd/ong

jeanmariebolika@yahoo.fr, ildiongd@yahoo.fr

siège : Djolu/ Province de l'Equateur / RDCongo

Bureau: 13, Ruakadingi C/Barumbu Kinshasa-RDCongo C/o SOTF2000 Multiservices

Tél : 00243 (0) 816867321

B.P:98.17 Kinshasa I

Coordonnateur Régional Afrique des Grands Lacs du projet Réseau Sida Afrique

www.reseausida.org, reseausida@yahoo.fr

Mines au Nord-Kivu : liste des sociétés accusées de fraude

Les minerais constituent le nerf de l'insécurité persistante au Kivu. Si le commerce des minerais demeure une source importante de revenus pour la province du Nord-Kivu, il se fait malheureusement que d'importantes quantités à l'exportation échappent au circuit officiel. La fraude, de plus en plus organisée, bat son plein. Elle est soutenue par des Congolais qui grâce à un réseau, exporte frauduleusement les minerais vers des pays voisins pour être vendus à l'étranger.

Une étude de « Pole Institute » du mois de juillet 2007 circule dans les capitales occidentales, faisant état de la fraude continue des minerais dans la province du Nord-Kivu.



Selon ce rapport, le Nord-Kivu possède des réserves importantes en minerais. Il s'agit de la cassitérite, du coltan, du wolframite et de l'or. Sans oublier les gisements de niobium qui se trouve en territoire de Rutshuru dont les réserves sont estimées à plus de 33 millions de tonnes. Ces ressources constituent une importante source de revenus pour la province du Nord-Kivu. Malheureusement, il nous revient que d'importantes quantités de ces produits destinés à l'exportation échappent au circuit officiel. Quand on prend le tableau officiel des exportations, on découvre que de 1999 à 2006, les minerais tels que la cassitérite, le coltan, le wolframite et le niobium ont connu une hausse en croissance. Mais le volume déclaré ne représenterait même pas le double de celui qui est passé par la fraude, soit par route en passant par des pays voisins, notamment le Rwanda et l'Ouganda, soit directement par des avions qui décollent du Kivu à destination de l'Afrique du Sud, des Pays-Bas, de l'Allemagne, des Emirats arabes Unis, de la Belgique, de la Chine, s'il faut faire foi à ce rapport qui fait actuellement le tour des capitales occidentales.

DES SOCIETES CITÉES

Ce rapport relève la faiblesse et l'inefficacité des services officiels installés dans cette province. Ses auteurs affirment qu'au niveau de l'Ofidad, il y a sous-évaluation de la quantité destinée à l'exportation. Le même rapport égratigne les officiers des services de l'ordre, de sécurité et des services spécialisés qui se compromettent en exploitant les mêmes minerais dans des puits qui auraient été mis à leur disposition.

Quant aux sociétés qui œuvrent dans ce secteur, ce rapport cite quelques noms. Notamment Sodexmines qui serait dirigée par un homme d'affaires libanais. Metal Processing Congo, MPC avec sa filiale Metal Processing Association, MPA serait installée à Gisenyi au Rwanda et appartiendrait à des ressortissants sud-africains Ce comptoir, selon les estimations contrôlerait toute la production de cassitérite. Est encore citée Munsad qui appartiendrait à un homme d'affaires congolais travaillant en étroite collaboration avec une société belge TRADEMET. Il y a dans la foulée d'autres sociétés telles que Amur, Gemico, Bakulikira Ngoma, Ets Gama, Hill Side, Metachem, Starfield, Bulongo Gems et Congo Mines T.

Cependant, selon des investigations, il revient que pour la cassitérite, ces sociétés auraient exporté 2948.029 kg en 2006. Mais la Division des Mines n'aurait déclaré que 2.904.075 kg de cassitérite exportés. Pour le Wolframite, la même division des Mines aurait revu à la baisse la quantité exportée par Amur qui serait de 196.979 contre 173.245.2 kg déclarés officiellement. Et cette production de cassitérite est exportée vers la Belgique. Mais aussi à destination des Pays-Bas et de l'Afrique du Sud. Quant au wolframite, ce minerai emprunte des destinations diverses, selon les comptoirs, pour atterrir aux Pays-Bas, en Chine, en Allemagne, en Belgique, en Russie et à Singapour. L'or est destiné aux Emirats Arabes Unis via le Rwanda.

RENFORCER LES MESURES DE SUIVI ET DE CONTROLE

Devant l'ampleur de la fraude, il revient au gouvernement d'agir en conséquence. Car, comme on le disait, tout au début de notre objet du jour, nous relevions que cette fraude constitue une source importante pour entretenir des « économies de guerre ». Raison principale de cette insécurité qui persiste au Kivu.

L'on se rappellera qu'à la suite des accusations portées contre un contingent onusien, précisément les Pakistanais, dans le trafic d'armes, une équipe des experts de l'Onu ont mené une enquête. Dans leur rapport, ces experts accusent le gouvernement congolais de ne pas collaborer étroitement avec les missions d'enquête diligentées par les Nations unies.

Aussi, quand il s'est agi des noms des aérodromes d'où atterrissent et décollent tous ces avions, principalement des antonov, les experts de l'Onu ont relevé le refus de l'autorité congolaise d'y coopérer. Si cette accusation est fondée, cela porte préjudice à la crédibilité du gouvernement congolais. Car en fait, selon toujours le même rapport, le territoire de Walkikale serait le terrain de prédilection. Il ressort que de la production de cassitérite à Walkikale 50% disparaissent avant que l'avion arrive à Goma. Tout simplement parce que d'autres avions atterrissent en certains endroits, prennent la cargaison directement vers des pays limitrophes avant d'être acheminés dans d'autres pays.

En ces instants précis de la revisitation des contrats miniers, il revient au gouvernement congolais d'effectuer des contrôles auprès de toutes ces sociétés. Le but à rechercher est de se rendre compte si elles respectent la réglementation en vigueur et déclarent toute leur production aux services officiels de l'Etat. Que la Direction centrale de l'Oida enregistre toutes les recettes. Si la nature des contrats aliène les droits congolais, le gouvernement a l'obligation de rétablir l'Etat congolais dans ses droits.

Au demeurant, l'insécurité, la lutte contre les forces négatives ne portera ses fruits que lorsque l'on aura remis de l'ordre dans ce secteur minier. Tant que la fraude battra son plein, elle permettra à donner des moyens financiers importants aux forces négatives, quelle qu'elle soit, pour entretenir les réseaux de trafics d'armes. Au-delà l'insécurité, les conflits armés et au bout du tunnel, la guerre.

Voici les noms des sociétés figurant dans l'étude de « Pole Institute », réalisée par Aloys Tegera et Dominic Johnson et rendue publique en juillet 2007

Amur
Sodeximines
MPC
Munsad
Gemico
La Cornete
Ets Panju
Bakulikira
Ets Gama
Hill Side
Nyiragongo
Metachem
Somikivu
MHI
Starfield (SMC)
Bulongo Gems

Kinshasa, 24/08/2007 (Le Potentiel, via mediacongo.net)